

Mission(s)	
L (*), LE, STI (*), TH, VIEL (*)	
Nos références	Date
170C252P (170-C-2025-001Z)	03/11/2025

## ROCHEFORT - MAISON D ARRET - EXTENSION ET AMENAGEMENT DES LOCAUX ELSP

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



Envoi	DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST	Maître d'ouvrage	/ sarah.mitziovitch@justice.fr
Copie	C2J INGENIERIE	BET Fluides	c2jingenierie@orange.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Rémi DAVID - Le vérificateur de la réglementation thermique, Dorian ARCHIMBAUD - Le vérificateur des installations électriques, Bruno BERTRAND

Le chargé d'affaire,  
Rémi DAVID

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 24/07/2025

Motif : Mise à jour dossier DCE du 03/11/2025 - Pas de réanalyse complète du dossier mis à jour, seulement les éléments de réponses transmis.

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	14
VIII.3 - Réglementation Environnementale : RE2020.....	16
VIII.4 - Classement et référentiel.....	21
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*).....	23
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	26

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport Initial de Contrôle Technique pour l'extension et aménagement des locaux ELSP

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 24/07/2025

Motif : Mise à jour dossier DCE du 03/11/2025 - Pas de réanalyse complète du dossier mis à jour, seulement les éléments de réponses transmis.

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°170-C-2025-001Z et qui sont détaillées ci après :

- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- STI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu' ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels (\*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Rémi DAVID

*Le vérificateur de la réglementation thermique, Dorian ARCHIMBAUD*

*Le vérificateur des installations électriques, Bruno BERTRAND*

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST  
188 RUE DE PESSAC  
33000 BORDEAUX

BET Fluides

C2J INGENIERIE

7, place de la Mairie

Monsieur PETURAUD

16230 ST GROUX

## **IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération**

Extension et aménagement des locaux elsp

Adresse de l'opération :

MAISON D ARRET

17300 ROCHEFORT

## **IV.3 - Montant prévisionnel des travaux**

740 000 Euros HT

## **IV.4 - Calendrier des travaux**

Début des travaux : Non communiqué

Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Etude de sol** - Date : 16/05/2025 - Réception : 30/06/2025  
Etude G2-AVP

- **Plans architectes** - Date : 10/06/2025 - Réception : 16/06/2025  
Plan PRO architecte

- **Descriptifs** - Date : Mai 2025 - Réception : 16/06/2025

CCTP :

lot 0 : Désamiantage

lot 01 : Gros œuvre

lot 02 : Étanchéité

lot 03 : Menuiserie extérieure

lot 04 : Menuiserie intérieure

lot 05 : Plâtrerie

lot 06 : revêtement de sol

lot 07 : Électricité

lot 08 : CVC

- **Plans fluides** - Date : Mai 2025 - Réception : 16/06/2025  
Plan CVC et ELEC

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### **Maître d'ouvrage - DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST**

- \* Etudes géotechniques G2

Travaux géotechniques particuliers prévus dans le cadre du projet (fondations profondes) : Une mission G2PRO (Conception géotechnique – Phase projet) doit être réalisée avant le démarrage des travaux.

- \* L'étude G3 pour le dimensionnement des micropieux sera à prévoir, elle doit être précisée au CCTP. L'étude G2-PRO devra être fournie également avant la réalisation du projet.

- \* Micropieux - Essais de contrôle

Conformément à la norme NF P94-262, pour des chantiers de moins de 25 micropieux travaillant en compression uniquement et en l'absence d'essai, un coefficient majorateur de 1,5 devra être appliqué sur les descentes de charges.

- \* Préciser pour les soubassements, si le niveau plancher intérieur est enterré par rapport au niveau du terrain fini extérieur, si oui, une étanchéité sous avis technique sera à prévoir.
- Nous rappelons que notre Th se limite à l'émission d'avis liés à la thermique du bâtiment. Les avis sur la partie carbone sont émis dans le cadre de la mission CARBONE qui ne nous a pas été confiée.
- En l'absence du Récapitulatif Standardisé d'étude Énergétique et Environnementale, nous ne pouvons pas émettre d'avis sur le respect des exigences de performance énergétique.
- \* Le PV de la commission de sécurité sera à nous communiquer.
- \* Les isolants doivent avoir une réaction au feu maximum A2-S2,d0, l'isolant kraft n'a pas ce classement de réaction au feu.
- \* Arrêté du 18/07/2006 : Préciser s'il y a autour du bâtiment construit (locaux du type B), des locaux du type A. Si oui l'article 6 devra être respecté.
- \* Préciser la réaction au feu du revêtement de sol PVC. L'arrêté précise M4 ou Dfl-s1.
- \* Préciser les moyens de secours mis en place (extincteur etc...)
- \* Les locaux comme l'armurerie doivent être isolés des autres locaux par des murs REI 120 et des portes EI60.
- \* Préciser la puissance de l'installation dans la cuisine (appareil de cuisson et de remise en température), est-ce supérieur à 20kW?
- \* Le PV du Coordinateur SSI sera à nous communiquer en fin d'opération.
- \* Fenêtre R+1 : l'allège ne mesurant que 0,90 cm, la protection contre le risque de chute n'est pas assurée, le barreaudage jouera-t-il un rôle de garde corps? Si oui il devra être justifié (NF P01-013).
- \* Justifier la résistance du panneau de bois 16mm garde-corps dans le palier R+1 (NF-P01-013 ou essais au sac).
- \* Préciser l'espace d'attente sécurisé prévu au R+1.
- \* Préciser l'effectif du personnel du bâtiment
- \* En fonction de l'effectif de l'étage, il conviendra de s'assurer de la largeur de l'escalier.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

### FONDACTIONS

- Micropieux : note de calcul, plans d'implantation, fiches d'exécution (forage, armature, injection, ...), enregistrement des paramètres d'exécution, essais sur coulis de scellement, essais de traction sur micropieux, dossier de recollement

### OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Plans de préfabrication - poutrelles - prédalles - dalles alvéolées - poutres
- Procès verbal d'essai béton

### FAÇADES ET PIGNONS

- Enduit : - certificat CSTBat, classe de résistance, capillarité...

### TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Classement A CERMI isolant
- Classement FIT du complexe
- Avis technique
- Cahier des charges

### MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre

### GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

### ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

### SECURITE INCENDIE

#### Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

#### Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 2 heures
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 2 heures

#### Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu 1 heure

#### Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

#### Désenfumage

- Lanterneau de désenfumage d'escalier : PV de réaction au feu
- Lanterneau de désenfumage d'escalier : certificat de conformité NF/CE
- Lanterneau de désenfumage d'escalier : PV d'essai de mise en service
- Commandes de désenfumage d'escalier : certificat de conformité NF/CE

**Chauffage / climatisation / ventilation**

- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)

**SSI**

- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Détection incendie : PV d'essais d'efficacité (NF S 61-970)
- Détection incendie : certificat de conformité NF/CE des détecteurs
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

**Eclairage**

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES



## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Réglementation Environnementale : RE2020
- Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>HYPOTHESES GENERALES</b>		
	<b>Référentiel de calcul applicable</b>	PM	L'ensemble des calculs seront réalisés aux Eurocodes
	<b>Vent</b> Zone de vent Catégorie de terrain	AF PM	zone de vent 3 supposé IIIb
	<b>Neige</b> Zone de neige et altitude	AF	région A2
	<b>Charges d'exploitation</b>		
	<b>CONTEXTE GEOTECHNIQUE</b>		
	<b>Moyens de l'étude géotechnique</b> Mission confiée au géotechnicien	PM AS	Etude G2-AVP <b>Etudes géotechniques G2</b>
	Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	PM	<b>Travaux géotechniques particuliers prévus dans le cadre du projet (fondations profondes) : Une mission G2PRO (Conception géotechnique – Phase projet) doit être réalisée avant le démarrage des travaux.</b> sondages à la tarière hélicoïdale jusqu'à 6m essais de pénétration dynamique jusqu'à 8m
	<b>Contexte géotechnique</b> Stratigraphie générale	PM	La stratigraphie constatée dans le rapport géotechnique est : - formation 1 : Argiles +/- sableuses ou à grains calcaires très molle profondeur : jusqu'à -1,5/-2,8 m/TA  - formation 2 : Argiles +/- sableuses fermes à raides contenant +/- de cailloutis calcaire profondeur : jusqu'à -6,2 / -9,5 m/TA  - formation 3 : Argiles sableuses fermes sables argileux profondeur : jusqu'à -15 m/TA
	Hydrogéologie  - Niveaux de la nappe phréatique - Circulations d'eaux - Nappe artésienne captive ou circulations souterraines en charge Retrait-gonflement des argiles sous fondations et dallage	PM    PM	Le géotechnicien précise, aucun niveau d'eau a été constaté en T1 et T2 jusqu'à -6m/TA en avril 2025 Des venues d'eau avaient été rencontrées en SP1 entre -13 et -15 m/TA en mars 2023
	<b>FONDATIONS</b>		
	<b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs du système de fondations	AF	Le géotechnicien précise : "les matériaux les plus argileux constatés sont considérés comme sensibles au phénomène de retrait et gonflement".

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges	AF	Le géotechnicien préconise : Fondation profonde de type micropieux, type III classe 8 catégorie 19 Les micropieux seront réalisés avec enregistrement des paramètres de forage afin d'adapter la fiche des micropieux aux épaisseurs réelles des couches de sol.
	Fondations non traditionnelles	SO	
	<b>Dispositions particulières</b>		
	<b>Fondations profondes</b>		
	Type de pieux ou de micropieux adapté aux terrains et aux charges	AF	Micropieux type III
		AS	<b>L'étude G3 pour le dimensionnement des micropieux sera à prévoir, elle doit être précisée au CCTP. L'étude G2-PRO devra être fournie également avant la réalisation du projet.</b>
	Sol d'ancrage	PM	Il est précisé dans le rapport géotechnique "exemple d'ébauche dimensionnelle : A titre d'exemple, il est indiqué ci-dessous la charge maximale reprise pour un micropieu descendu à la profondeur maximale reconnue par le sondage pressiométrique SP1 (-9.5m/TA). A préciser en phase G2-PRO.
	Essais de conformités et/ou de contrôles	AS	<b>Micropieux - Essais de contrôle</b>  <b>Conformément à la norme NF P94-262, pour des chantiers de moins de 25 micropieux travaillant en compression uniquement et en l'absence d'essai, un coefficient majorateur de 1,5 devra être appliqué sur les descentes de charges.</b>
	<b>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</b>		
	<b>Principe constructif général</b>		
	Eléments constitutifs du gros œuvre	PM	Plancher béton porté au RDC (et non dallage) Plancher hourdis R+1 et toiture Voile en parpaing + chaînage
	Mode constructif traditionnel ou courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	
	<b>Dispositions particulières</b>		
	<b>Composition des bétons</b>		
	Conformité à la NF EN 206/CN et au DTU 21, ou au Fascicule 65.	PM	Des essais de résistance à la compression doivent être réalisés conformément au § 8.5 du DTU 21 (avec prélèvement sur chantier).
	Classes d'expositions - agressions courantes (corrosion des armatures, gel)	AF	
	<b>Eléments porteurs verticaux</b>		
	Murs et Voiles	AF	Parpaing de 25 cm
	<b>Eléments porteurs horizontaux</b>		
		AF	Plancher bas porté par les fondations et sur vide sanitaire demandé dans l'étude géotechnique. <del>Lorsqu'un vide sanitaire est mis en œuvre, une ventilation de celui-ci conformément au DTU 20.1 doit être respectée : "Ventilation des vides sanitaires : 5.6.4 dtu 20.1" : Une ventilation naturelle doit au minimum être assurée. La surface totale des ouvertures en cm2 doit être au moins égale à 5 fois la surface du plancher en m2, avec un minimum de quatre ouvertures.</del> Mise à jour DCE 03/11/2025
	Rigidité des planchers et balcons	AF	Plancher hourdis haut RDC et haut R+1

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Soubassements</b></p> <p><b>CONSTRUCTION EN BOIS</b></p> <p><b>CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS</b></p> <p><b>Dispositions constructives particulières</b> Barrières à l'eau et à la vapeur</p> <p><b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</b></p> <p><b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude &lt;900 m)</b></p> <p><b>Principe constructif général</b> Elément porteur adapté à la destination Pente minimale adaptée à la destination Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture</p> <p><b>Dispositions constructives particulières</b> Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP) Protection du complexe</p> <p><b>FACADES ET PIGNONS</b></p> <p><b>REVETEMENTS MURAUX EXTERIEURS</b></p> <p><b>Enduits sur béton ou maçonnerie</b> Supports Traitements des points singuliers</p> <p><b>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</b></p> <p><b>MENUISERIES EXTERIEURES</b></p> <p><b>Principe constructif général</b> Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement</p> <p><b>Dispositions constructives particulières</b> Dimensions des châssis</p>	<p>AS</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p>	<p>Préciser pour les soubassements, si le niveau plancher intérieur est enterré par rapport au niveau du terrain fini extérieur, si oui, une étanchéité sous avis technique sera à prévoir.</p> <p>Etanchéité multi couche - isolant polyisocyanurate de 100mm - pare vapeur. plancher hourdis béton.</p> <p>2 EP avec boîte prévu Leurs postions seront à vérifier en phase EXE Protection gravillons</p> <p>menuiserie aluminium</p> <p>Le classement AEV des menuiseries devra être précisé. A 3 E4 Va2</p>

## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Renseignements sur les existants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...)</li> <li>- Plans de récolement</li> <li>- Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale.</li> </ul> <p><b>Analyse critique de l'étude géotechnique</b></p> <p><b>Ouvrages de structure</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux :</li> <li>- Porteurs verticaux</li> </ul>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>AF</p>	<p>Bâtiment existant en R+1 : Nous n'avons pas d'informations sur le type de parois extérieure</p> <p>En l'absence de communication du résultat des études de diagnostic et de l'état des lieux, la société BUREAU ALPES CONTROLES prendra en compte dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultants de l'examen visuel de l'état apparent des existants.</p> <p>Absence d'analyse des fondations, aucun ouvrage aura lieu sur les fondations existante, seulement un percement dans une façade pour créer une ouverture.</p> <p>Il conviendra de justifier l'ouverture dans l'existant via une étude de structure (phase EXE). PLAN DCE avec jambage et renfort, sans détails de ferrailage</p>

## VIII.3 - Réglementation Environnementale : RE2020

### OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission TH (Partie Énergétique), sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

### RÉFÉRENTIEL:

- Articles R172-1 à R172-13 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages neufs ;
- Articles R173-1 à R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Arrêté du 4 août 2021 modifié relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R172-6 du Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 6 avril 2022 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R. 122-25 et R. 172-1 à R. 172-9 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires ou de petite surface
- Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine
- Décret n° 2022-305 du 1er mars 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments de bureaux et d'enseignement
- Décret n° 2022-1516 du 3 décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires

§



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Réglementation Energétique et Environnementale (Partie Energétique)</b>	AS	Nous rappelons que notre Th se limite à l'émission d'avis liés à la thermique du bâtiment. Les avis sur la partie carbone sont émis dans le cadre de la mission CARBONE qui ne nous a pas été confiée.
	<b>GENERALITES</b>		
Art 1, 2 et 3	Domaine d'application et modalités d'application temporaire.	AF	
Article L712-3	Bâtiment situé dans une zone délimitée par le ou les périmètres de développement prioritaire (Réseaux de chaleur).	SO	
	<b>EXIGENCES DE PERFORMANCE ENERGETIQUE</b>	AS	En l'absence du Récapitulatif Standardisé d'étude Énergétique et Environnementale, nous ne pouvons pas émettre d'avis sur le respect des exigences de performance énergétique.
Art 5	Les bâtiments ou parties de bâtiments soumis au présent arrêté respectent les exigences définies à l'article R172-4 du Code de la construction et de l'habitation et déterminées selon les modalités précisées à l'annexe de ce même article et à l'article 8 du présent arrêté :		
Art 8	Usage du bâtiment	PM	
	Donnée climatique	PM	
	Exposition au bruit	PM	
	Catégorie du bâtiment	PM	
	Besoin bioclimatique : $B_{bio} \leq B_{bio\_max}$	PM	
	Consommation d'énergie primaire non renouvelable : $Cep_{nr} \leq Cep_{nr\_max}$	PM	
	Consommation d'énergie primaire totale : $Cep \leq Cep\_max$	PM	
	Degré-heure d'inconfort : Seuil DH	PM	
Art 12	Utilisation d'un logiciel approuvé	PM	
Art 18	Justification de l'application des exigences	PM	
Art 13	<b>Caractéristiques géométrique du bâtiment :</b> Vérifications des surfaces et linéaires	AS	En l'absence du Récapitulatif Standardisé d'étude Énergétique et Environnementale, nous ne pouvons pas émettre d'avis sur le respect des exigences de performance énergétique.
Art 15	<b>Caractéristiques thermiques des composants du bâtiments :</b>	AS	En l'absence du Récapitulatif Standardisé d'étude Énergétique et Environnementale, nous ne pouvons pas émettre d'avis sur le respect des exigences de performance énergétique.
	<b>ENVELOPPES</b>		
	Parois verticales	PM	Doublage avec 120mm de laine de verre sans résistance thermique d'indiquée. Nous ne pouvons pas émettre d'avis.
	Planchers bas	PM	80mm d'isolant prévu sans résistance thermique d'indiquée. Nous ne pouvons pas émettre d'avis.
	Planchers hauts	PM	100mm d'isolant prévu sans résistance thermique d'indiquée. Nous ne pouvons pas émettre d'avis. 200mm de laine de roche prévue au droit du plafond, sans résistance thermique d'indiquée. Nous ne pouvons pas émettre d'avis.
	Menuiseries vitrées	PM	Absence de précision sur des performances thermique des menuiseries extérieures. Nous ne pouvons pas émettre d'avis.
	Ponts thermiques	PM	
	L8	PM	
	L9	PM	
	L10	PM	
	Inertie	PM	
	<b>EQUIPEMENTS</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 43	Systèmes de chauffage	PM	PAC avec monosplit  Eau chaude sanitaire électrique. Ballons de 15l et 150l Simple flux
	Systèmes de refroidissement	PM	
	Systèmes d'eau chaude sanitaire	PM	
	Systèmes de ventilation	PM	
	Systèmes d'éclairage	PM	
	Système de production locale d'énergie	SO	
	Mobilité interne	SO	
Art 43	Application de Titre V	SO	
<b>Art 17.I</b>	<b>Perméabilité à l'air du bâtiment</b> Justification de la perméabilité à l'air du bâtiment soit par mesure conformément à la norme NF EN ISO 9972 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air du bâtiment.	PM	
<b>Art 17.II</b>	<b>Perméabilité des réseaux aérauliques</b> Justification de la perméabilité à l'air des réseaux aérauliques sur le respect du fascicule de documentation FD E51-767 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques.	PM	
	<b>CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYEN (PAR ELEMENT)</b> Bureaux et enseignement (S > 3000 m²)	PM	A confirmer
	<b>ISOLATION THERMIQUE</b> Ratio $\psi$ des ponts thermiques inférieurs à 0,33W/m²Sref.K Planchers intermédiaires : Coefficient $\psi_9 < 0,6$ W/ml.K	PM PM	A confirmer A confirmer
	<b>Accès à l'éclairage naturel (Bâtiment à usage d'habitation uniquement)</b> II : La surface totale des baies est supérieure ou égale à 1/6 de la SHAB	PM	A confirmer
	<b>Confort d'été</b>		
Art 24	Locaux autres qu'à occupation passagère : Facteur solaire des baies $\leq$ Facteur solaire de référence.	PM	
Art 25	Locaux autres qu'à occupation passagère : Taux d'ouverture des baies 30% au moins et 10% pour les baies de grande hauteur (h $\geq$ 4m)	AF	
	<b>Consommation d'énergie</b>		
Art 26	Respect de la gestion des automatismes engendrant une augmentation des consommations énergétiques.		
Art 27	Habitation : Excepté pour les maisons individuelles avec chauffage bois, les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou d'estimer la consommation d'énergie. Dans chaque habitation, cette information est délivrée selon la répartition suivante : - Chauffage - Refroidissement - Production d'ECS - Réseau prises électriques - Autres	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 28	Autre que d'habitation : Les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante : - Chauffage par tranche de 500m <sup>2</sup> de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Refroidissement par tranche de 500m <sup>2</sup> de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Production d'ECS - Eclairage par tranche de 500m <sup>2</sup> de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Réseau prises électriques par tranche de 500m <sup>2</sup> de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Centrales de ventilation par centrale - Départ direct de plus de 80 Ampères	PM	
	<b>Chauffage et refroidissement</b>		
Art 29	Chauffage : Chaque local doit être muni d'un dispositif d'arrêt manuel et de réglage automatique en fonction de la température de ce local.	AF	
Art 30	Locaux à occupation discontinue : programmation 4 allures obligatoire. Ce dispositif ne peut être commun qu'à des locaux dont les horaires sont similaires et si la surface est < 5000m <sup>2</sup> SURT.	AF	
Art 31	Les réseaux collectifs de distribution à eau de chauffage et de refroidissement sont munis d'un organe d'équilibrage en pied de colonne et d'un dispositif permettant l'arrêt des pompes de circulation.	SO	
Art 32	Refroidissement : Chaque local doit être muni d'un dispositif d'arrêt manuel et de réglage automatique en fonction de la température de ce local.	AF	
Art 33	Dispositif de fermeture automatique sur les portes d'accès aux locaux refroidis.	PM	
Art 34	Avant émission finale dans le local, l'air n'est pas chauffé puis refroidi, ou inversement.	AF	
	<b>Eclairage</b>		
Art 35	Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les circulations et les parties communes par tranche de 100m <sup>2</sup> et pour trois niveaux maximum pour les circulations verticales.	SO	
	Dispositif de mise en route automatique de l'éclairage interdit lorsque l'éclairage naturel est suffisant.	SO	
	Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les parcs de stationnement par tranche de 500m <sup>2</sup> et par niveau.	SO	
Art 36-37	Autre que habitation : Tout local doit être équipé d'un dispositif d'allumage et d'extinction de l'éclairage manuel, ou automatique en fonction de la présence.	SO	
Art 38	Autre que habitation : dans un même local, les points éclairés artificiellement, qui sont placés à moins de 5 m d'une baie, sont commandés séparément des autres points d'éclairage dès que la puissance totale installée dans chacune de ces positions est supérieure à 200 W.	SO	
	<b>Ventilation</b>		
Art 39	Autre que habitation : la ventilation des locaux ou groupes de locaux ayant des occupations ou des usages nettement différents est assurée par des systèmes indépendants.	SO	
Art 40	Autre que habitation : tout dispositif de modification manuelle des débits d'air d'un local est temporisé.	SO	
Art 41 - Art 42	<b>Modes d'application simplifiés en maison individuelle</b>	SO	
	<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 45	Lorsqu'un bâtiment ou une partie de bâtiment est livré sans système de chauffage, il est évalué avec un système de chauffage par défaut. Si aucun système de chauffage par défaut n'est prévu dans la méthode pour le bâtiment considéré, il peut ne respecter que les exigences de moyens définies au titre III.	SO	
Art 46	I. Les exigences définies dans la RT2012 sont présumées respectées dès lors que les exigences de la RE2020 sont satisfaites.	SO	
	II. – Les exigences définies dans RT existante par Element ou la RT existante Globale sont présumées respectées dès lors que les exigences de la RE2020 sont satisfaites.	SO	

## VIII.4 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Construction d'un bâtiment ELSP + armurerie et salle de pause au R+1

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI : SSI existant non précisé
- Moyens d'extinction fixes : Non précisé
- Ventilation : VMC pour les sanitaire et cuisine
- Chauffage : Split
- Désenfumage : désenfumage escalier
- Cuisson : non précisé à ce jour

**Date d'application du référentiel réglementaire : 17/06/2025**

### Classement :

Il conviendra de préciser le classement de l'établissement par le biais du rapport de la commission sécurité

<b>A préciser</b>
-------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il conviendra de préciser le classement de l'établissement par le biais du rapport de la commission sécurité

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 18/07/2006 portant approbation des dispositions particulières applicables au type PEN
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

**Autres prescriptions particulières :**

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Arrêté du 18/07/2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle</b>  <b>Titre I Définition et application des règles de sécurité</b>  <b>Section I - Généralités</b>		Arrêté du 18/07/2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
Art 1er	Approbation des règles définies en annexe	PM	
Art 2	Domaine d'application des règles définies en annexe	PM	Agrandissement/construction d'un bâtiment pour la zone gardien (armurerie, salle de pause etc...)
		AS	<b>Le PV de la commission de sécurité sera à nous communiquer.</b>
Art 3	Définition des établissements pénitentiaires	PM	
	<b>Titre II Délivrance des autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement pénitentiaire</b>		
Art 4	Avis de la sous commission départementale		
	<b>Titre III Personnes responsables du respect des règles de sécurité</b>		
Art5	Conception, construction, rénovation, aménagement	PM	Agrandissement/construction d'un bâtiment pour la zone gardien (armurerie, salle de pause etc...)
Art 6	Exploitation	HM	A respecter en exploitation
Art 7	Plan d'intervention et registre de sécurité	HM	A respecter en exploitation
Art 8	Mesures d'urgence	HM	A respecter en exploitation
Art 9	Etablissement occupant plusieurs sites	HM	A respecter en exploitation
	<b>Titre IV Contrôle du respect des règles de sécurité</b>		
Art 10	Visites périodiques	HM	
	<b>Titre V Dispositions diverses</b>		
Art 11	Application	PM	
Art 12	Publication	PM	
	<b>Annexe</b> <b>Règles de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements pénitentiaires</b> Préambule	PM	En référence aux dispositions de l'article R143-17 du Code de la construction et de l'habitation
	<b>Titre I Généralités</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 1er	Domaine d'application	SO	<p>Locaux de type B</p> <p><b>Les isolants doivent avoir une réaction au feu maximum A2-S2,d0, l'isolant kraft n'a pas ce classement de réaction au feu.</b></p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p><b>Arrêté du 18/07/2006 : Préciser s'il y a autour du bâtiment construit (locaux du type B), des locaux du type A. Si oui l'article 6 devra être respecté.</b></p> <p>5 marches prévues dans la circulation principale.</p> <p>Paroi verticale placo (BA18) plafond placo ou 600x600 revêtement de sol carrelage au RDC et <u>PVC au R+1 (voir ci-dessous)</u></p> <p><b>Préciser la réaction au feu du revêtement de sol PVC. L'arrêté précise M4 ou Dfl-s1.</b></p> <p>Dispositions existantes</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p><b>Préciser les moyens de secours mis en place (extincteur etc...)</b></p> <p><del>Préciser le système d'alarme de l'établissement.</del> Alarme incendie de type 1 SSI catégorie A Le PV du Coordinateur SSI sera à prévoir</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p>Définition</p> <p>Bureau alpes Contrôles à la construction. A respecter en exploitation.</p>
Art 2	Classement des locaux	PM	
Art 3	Règles applicables	PM	
Art 4	Matériaux et éléments de construction	AS	
Art 5	Voies d'accès	HM	
Art 6	Isolement entre bâtiments	AS	
Art 7	Recoupement des vides	AF	
Art 8	Dégagements	AF	
Art 9	Portes motorisées	PM	
Art 10	Escaliers d'intervention	HM	
Art 11	Signalisation des sorties	PM	
Art 12	Aménagements intérieurs	AF	
Art 13	Volumes libres intérieurs	HM	<p><b>Préciser la réaction au feu du revêtement de sol PVC. L'arrêté précise M4 ou Dfl-s1.</b></p> <p>Dispositions existantes</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p><b>Préciser les moyens de secours mis en place (extincteur etc...)</b></p> <p><del>Préciser le système d'alarme de l'établissement.</del> Alarme incendie de type 1 SSI catégorie A Le PV du Coordinateur SSI sera à prévoir</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p>Définition</p> <p>Bureau alpes Contrôles à la construction. A respecter en exploitation.</p>
Art 14	Secours électriques	HM	
Art 15	Installations de chauffage et eau chaude sanitaire	HM	
Art 16	Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	SO	
Art 17	Moyens de secours	AS	
Art 18	Système d'alarme	AF	
Art 19	Système d'alerte	HM	
Art 20	Ascenseurs	HM	
Art 21	Conduits et gaines	PM	
Art 22	Conformité aux normes – Essais de laboratoires	PM	
Art 23	Circulation des piétons	HM	
Art 24	Vérifications	PM	
Art 25 - Art 61	<b>Titre II Dispositions particulières applicables aux locaux à usage d'hébergement, d'activité socioculturelles, de santé et d'accueil des visiteurs</b>  <b>Titre III Dispositions particulières applicables aux locaux du personnel et aux locaux dévolus à des activités de travail et de formation des détenus</b>	SO	<p>Locaux du groupe B</p> <p><b>Les locaux comme l'armurerie doivent être isolés des autres locaux par des murs REI 120 et des portes EI60.</b></p> <p><b>Préciser la puissance de l'installation dans la cuisine (appareil de cuisson et de remise en température), est-ce supérieur à 20kW?</b> Cf détail des articles GC au chapitre X ci-après</p> <p>Dans l'armurerie, il est prévu la mise en place d'un détecteur incendie, raccordé au SSI présent dans l'établissement.</p> <p><b>Le PV du Coordinateur SSI sera à nous communiquer en fin d'opération.</b></p> <p>Sol : carrelage parois : blindage de 3mm plafond : plâtre</p>
Art 62	Application	PM	
Art 63	Locaux particuliers	AD	
Art 64	Moyens fixes de secours	HM	
Art 65	Cuisines et locaux associés	AS	
Art 66	Détection automatique d'incendie	AF	<p><b>Le PV du Coordinateur SSI sera à nous communiquer en fin d'opération.</b></p> <p>Sol : carrelage parois : blindage de 3mm plafond : plâtre</p>
Art 67	Réaction au feu des revêtements des locaux particuliers	AF	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GC 1	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b> Domaine d'application et définitions.	<b>AS</b>	Selon article 65 ci-avant  <b>Préciser la puissance de l'installation dans la cuisine (appareil de cuisson et de remise en température), est-ce supérieur à 20kW?</b>

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Sécurité des occupants</b>		
CCH L134-12	<b>Implantation et caractéristiques des garde-corps</b>		
	<b>Implantation</b>		
	- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses	AS	Fenêtre R+1 : l'allège ne mesurant que 0,90 cm, la protection contre le risque de chute n'est pas assurée, le barreaudage jouera-t-il un rôle de garde corps? Si oui il devra être justifié (NF P01-013).
	- Dans les cages d'escaliers, circulations, zones publiques	AF	GC 1,10 dans la cage d'escalier
NF P01-012-2024	<b>Caractéristiques des éléments de protection</b>	PM	Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
	- Hauteur - épaisseur		
	- Risques d'appuis sur l'élément		
	- Risques de dénivellés		
	- Vides dans l'élément - risque de passage à travers		
	- Résistance des éléments aux charges	HM	Se référer à la mission L ou LP par ailleurs
P01-013	<b>Résistance aux chocs de sécurité</b>	PM	
	Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais	AS	Justifier la résistance du panneau de bois 16mm garde-corps dans le palier R+1 (NF-P01-013 ou essais au sac).
DTU 39-P5	<b>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</b>		
Chapitre 4	<b>Protection contre les chutes</b>		
	- Façades : allèges et parois vitrées	AS	Fenêtre R+1 : l'allège ne mesurant que 0,90 cm, la protection contre le risque de chute n'est pas assurée, le barreaudage jouera-t-il un rôle de garde corps? Si oui il devra être justifié (NF P01-013).
	- Garde-corps		
Chapitre 5	<b>Risque de blessure en cas de heurt</b>		
	- Visualisation	PM	
Chapitre 7	<b>Vitrages situés en zone sismique</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	<b>Vitrages exposés aux risques de cyclones</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	<b>Vitrages exposés aux risques d'avalanches</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	<b>Section 1 Caractéristiques des bâtiments</b>		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	PM	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	PM	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4214-9 - R4214-17	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>	HM	
R4214-18 - R4214-21	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>	HM	
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	AF	<del>Les installations électriques devront être conformes à la norme NF C15-100.</del> 03/11/2025 : mise à jour dans le CCTP
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AF	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	Eclairage de sécurité à compléter côté armurerie suivant l'arrêté du 14 décembre 2011 (poser un BAES au-dessus de la porte de sortie du local "gilets" vers circulation). Ajout dans la modification du DCE 03/11/2025
<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>			
<b>Section 1 Dispositions générales</b>			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	AS	Préciser l'espace d'attente sécurisé prévu au R+1.
R4216-4	Détermination de l'effectif	AS	Préciser l'effectif du personnel du bâtiment
<b>Section 2 Dégagements</b>			
R4216-5	Largeur des dégagements.	PM	1 issues au RDCet 1 accès vers un second bâtiment au R+1 avec escalier vers le RDC
		AS	En fonction de l'effectif de l'étage, il conviendra de s'assurer de la largeur de l'escalier.
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	PM	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	HM	
R4227-6	Manoeuvre des portes	PM	
R4227-9	Conception escaliers	PM	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	PM	
R4227-13	Signalisation des issues	PM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	PM	En attente de la valeur de l'effectif
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
<b>Section 3 Désenfumage</b>			
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	AF	Désenfumage 1m² pour l'escalier
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel	PM	
<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>			
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	PM	Conduit en gaine galva
R4216-21-1 - R4216-23	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>	SO	
R4216-24 - R4216-29	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</b>		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	PM	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	PM	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	SSI existant et raccordement dessus.
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	PM	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	PM	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	PM	
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	PM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	